

Monsieur Michel LÉVY
Président du Groupement national
pour l'indemnisation
des biens spoliés ou perdus Outremer
14, rue Duphot
75001 PARIS

Paris, le **29 MARS 2012**

Monsieur le Président,

J'ai bien reçu votre courrier et vous en remercie.

Le 19 mars 1962, le cessez-le-feu était proclamé en Algérie, au lendemain de la signature des accords d'Évian. Cet acte ne marquait pas la fin définitive des violences - loin s'en faut -, mais il ouvrait la voie au processus qui allait conduire à la fin d'une guerre cruelle.

Cette guerre, en Algérie, a entraîné la destruction de centaines de villages et le déplacement de deux millions de paysans ; elle a provoqué la mort de centaines de milliers d'algériens, et la destruction durable des paysages urbains et ruraux. Après sept ans d'un combat cruel livré entre 1954 et 1962, l'Algérie a obtenu son indépendance, et la France a achevé son processus de décolonisation.

Aujourd'hui, entre une repentance jamais formulée et un oubli forcément coupable, il y a la place pour un regard lucide, responsable, sur notre passé colonial et un élan confiant vers l'avenir. Nous le devons à nos aînés pour que leurs mémoires soient enfin apaisées. Nous le devons à notre jeunesse, car le travail de la mémoire ne vaut que s'il est aussi une promesse d'avenir. Cela vaut pour la gauche française, dans le regard qu'elle porte sur sa propre histoire. Cela vaut aussi pour la France et pour l'Algérie. Aucune avancée en la matière ne pourra être unilatérale.

Je pense également aux harkis, condamnés par l'Algérie et rejetés par la France, qui ont enduré un interminable calvaire, et ont été abandonnés dans des camps qui devaient être provisoires. La France leur doit le respect et la reconnaissance de son abandon.

Je pense aux familles rapatriées d'Algérie, déracinées, qui ont emporté avec elles une partie de leur vie et une mémoire douloureuse, encore vive aujourd'hui.

Je pense aux immigrés algériens qui vivent dans notre pays, qui partagent son histoire et qui ont vécu la tragédie du conflit jusque sur le sol français. En me rendant, il y a quelques mois, sur le pont de Clichy pour le 50^{ème} anniversaire du 17 octobre 1961, j'ai voulu rappeler ce jour où des algériens, qui manifestaient pacifiquement, ont été tués.

...

La France et l'Algérie ont un travail commun à mener sur le passé pour en finir avec la « guerre des mémoires ». Pour passer à une autre étape, afin d'affronter les défis communs en Méditerranée. Pour que l'avenir se construise ensemble. Nous avons tant de choses utiles et belles à faire dans une même perspective. Celle du respect, mais aussi celle du dépassement.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, à l'assurance de toute ma considération.

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Hollande', with a large, sweeping flourish underneath.

François HOLLANDE